



STRATÉGIE DE GESTION DE LA DETTE À MOYEN TERME (SDMT 2026–2030)



Juin 2026

TABLE DES MATIERES

I.	INTRODUCTION	3
II.	ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2025	3
III.	OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA SDMT 2026-2030.....	4
IV.	COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2025	4
V.	COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2025	5
VI.	HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SUR LA PÉRIODE 2026 2030	7
VII.	SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHÉ.....	7
VIII.	DEMARCHE SUIVIE	9
IX.	CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES.....	9
X.	STRATEGIE OPTIMALE.....	9
XI.	PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2026	10
XII.	RECOMMANDATIONS	11

I. INTRODUCTION

1. La croissance économique s'établit à 6,6 % à fin 2025 contre 6,0% en 2024 et 6,6% en 2023. Ce niveau de performance résulte de la poursuite de la mise en œuvre de réformes structurelles par le Gouvernement au cours de la dernière décennie, tant sur le plan économique, politique que social.
2. Dans sa dernière évaluation publiée le 12 décembre 2025, Fitch Ratings a relevé la note souveraine de la Côte d'Ivoire de BB- à BB, avec une perspective stable, positionnant le pays parmi les économies les mieux notées d'Afrique subsaharienne. Cette notation est conforme aux appréciations de certaines agences de notations, notamment Standard & Poor's et Moody's et d'institutions telles que la MIGA et l'OCDE. Aussi en 2026, l'agence japonaise Japan Credit Ratings Agency (JCR) a attribué au pays la note BB+, assortie d'une perspective positive le rapprochant du statut « Investment grade ». Toutes ces évaluations attestent de la solidité des fondamentaux macroéconomiques, de la résilience de l'économie ivoirienne et de la robustesse de ses perspectives de croissance.
3. La présente Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) s'inscrit dans la poursuite des orientations du Gouvernement en matière de développement durable conformément aux objectifs du PND 2026-2030. A cet égard, elle prescrit les sources potentielles de financement de l'économie qui maintiennent les coûts et risques à un niveau raisonnable.
4. La SDMT est adoptée et annexée à la Loi de Finance. Elle tient compte de l'évolution des cadres macroéconomique et budgétaire, à travers la mise en œuvre des actions prioritaires définies par le Gouvernement chaque année.
5. La présente SDMT est une révision de la précédente annexée à la Loi de Finance 2026.

II. ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DU PLAN DE FINANCEMENT 2025

6. Le plan annuel de financement 2025 proposait une mobilisation suivant la proportion d'environ 58%-42% de ressources extérieures et intérieures. L'estimation à fin 2025 de ce plan indique un niveau de décaissement extérieur à hauteur de 54% contre un niveau intérieur de 46%. Cette structure de financement s'explique principalement par les opérations de gestion de passifs sur la dette extérieure en lien avec les conditions favorables du marché financier international.

Tableau 1 : État de mise en œuvre du Plan annuel de financement 2025

En milliards FCFA sauf indication contraire

	Prévu	Réalisé
Décaissement total	7 504,5	7 798,7
Décaissements extérieurs	4 369,6	4 216,0
Emprunts-projets	1 338,1	1 268,5
Emprunts-programmes	1 056,1	972,2
<i>dont FMI</i>	583,0	571,5
<i>FMI/FRD</i>	335,0	328,1
Autres financements en devises	1 975,4	1 975,4
Décaissements intérieurs	3 135,0	3 582,7

Source : CNDP

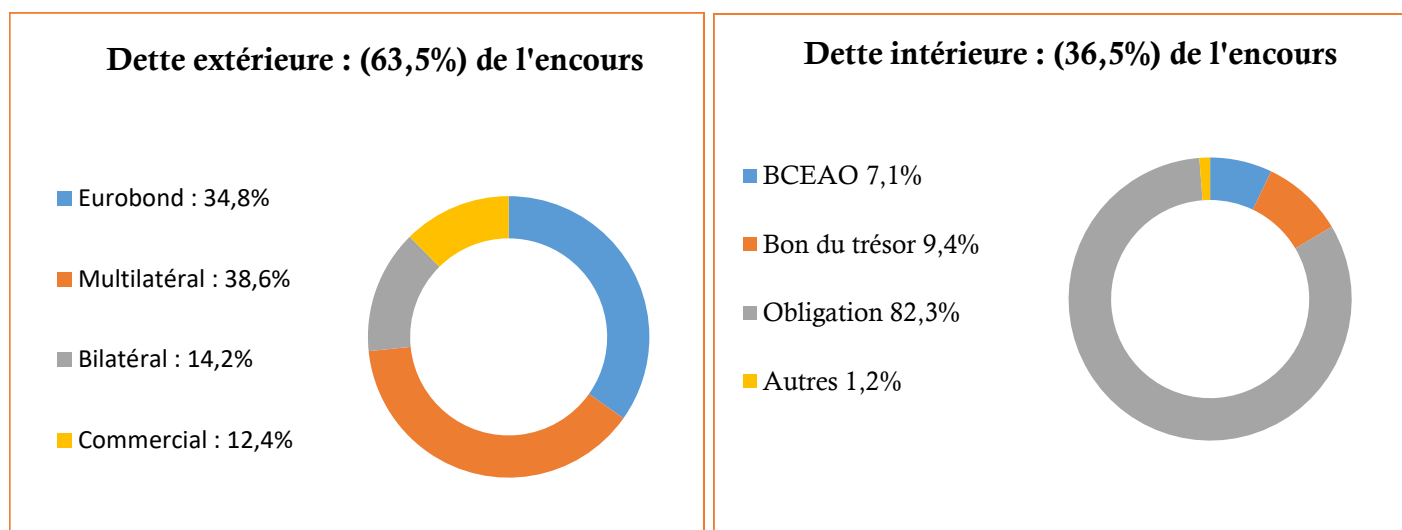
III. OBJECTIFS ET PORTÉE DE LA SDMT 2026-2030

7. Les objectifs de la SDMT 2026-2030 se résument comme suit :
- satisfaire les besoins de financement de l'État et ses obligations de paiement aux moindres coûts possibles ;
 - s'assurer que les risques liés au portefeuille de la dette publique demeurent dans des limites acceptables, en particulier le risque de refinancement sur la dette intérieure ;
 - contribuer au développement du marché domestique.
8. Le champ de couverture de la SDMT est limité à la dette extérieure et intérieure de l'Administration Centrale.

IV. COMPOSITION DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2025

9. L'encours de la dette de l'Administration Centrale est estimé à 33 159,2 milliards FCFA (57,1% du PIB) à fin 2025 contre 31 406,9 milliards FCFA (59,5% du PIB) à fin 2024. Il se compose de 21 060,1 milliards FCFA (63,5%) de dette extérieure et 12 099,1 milliards FCFA (36,5%) de dette intérieure (Graphique 1).

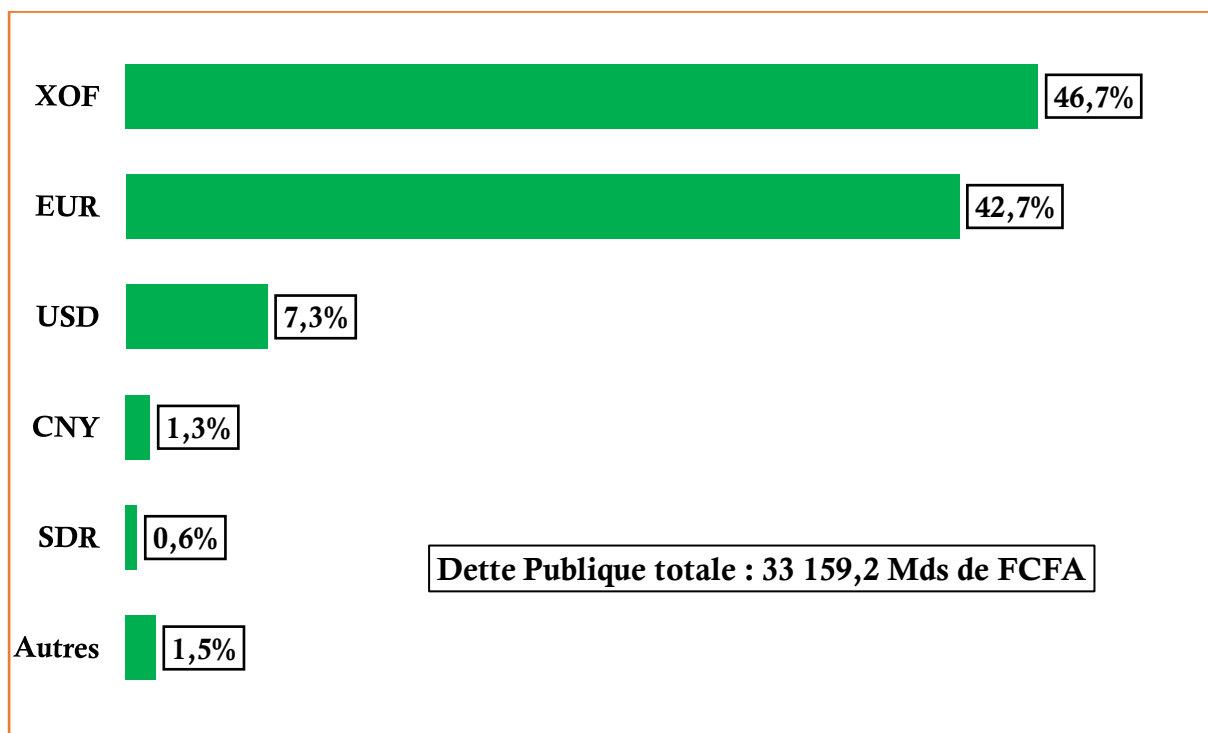
Graphique 1 : Encours de la dette par type de créanciers à fin 2025



Source : CNDP

10. La dette publique totale reste dominée par la dette libellée en FCFA à hauteur de 46,7% (graphique 2). La part de la dette en devise représente globalement 53,3%, dominée par l'Euro (42,7%) suivi du Dollar US (7,3%). Cette configuration traduit la volonté du Gouvernement de contenir l'exposition du portefeuille de la dette publique au risque de change.

Graphique 2 : Répartition de la dette publique à fin 2025 par devises



Source : CNDP

V. COÛTS ET RISQUES DU PORTEFEUILLE DE LA DETTE A FIN 2025

11. Le taux d'intérêt moyen pondéré du portefeuille ressort à 5,1% avec un taux d'intérêt moyen de 5,4% au titre de la dette intérieure et 4,8% au titre de la dette extérieure.
12. La concentration des échéances sur le court terme de la dette intérieure rend le portefeuille de la dette publique vulnérable (Tableau 2). Environ 63% de l'encours de la dette intérieure est à refinancer au cours des trois prochaines années (Graphique 3). A moyen terme, le remboursement des échéances des titres publics sur le marché domestique pourrait également entraîner des pressions de refinancement.
13. La dette exposée aux fluctuations de taux de change représente 10,6% du portefeuille de la dette totale dont 7,3% est libellée en dollar. La Côte d'Ivoire demeure conservatrice sur le risque de change.

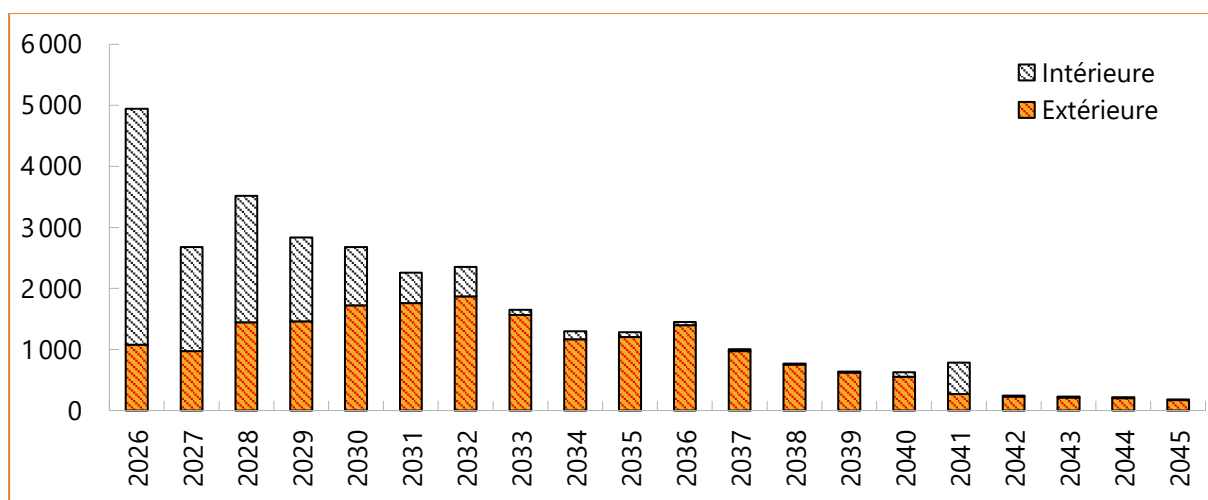
Tableau 2 : Coûts et risques du portefeuille de la dette existante à fin 2025

Indicateurs de risque		Dette extérieure	Dette intérieure	Dette totale
Montant (milliards FCFA)		21 060,1	12 099,1	33 159,2
Montant (en millions of USD)		37,1	21,3	58,4
Dette nominale en pourcentage du PIB		36,3	20,8	57,1
VA en pourcentage du PIB		33,9	20,8	54,8
Coût de la dette	Paielements des intérêts en pourcentage du PIB	1,4	1,1	2,5
	Taux d'intérêt moyen pondéré (%).	4,8	5,4	5,1
Risque de Refinancement	Maturité moyenne (années)	8,7	4,1	7,2
	Dette arrivant à échéance dans un an (% du total)	5,2	31,9	14,9
	Dette arrivant à échéance dans un an (% du PIB)	1,9	6,7	8,5
Risque de taux d'intérêt	Durée moyenne de révision (années)	7,3	3,4	5,8
	Dette dont le taux doit être révisé dans un an (% du total)	20,2	31,9	24,4
	Dette à taux fixe incl. bons du Trésor (% du total)	83,3	100,0	89,4
	Bons du Trésor (% du total)	0,0	14,7	5,4
Risque de change	Dette exposée au risque de change			10,6%

Source : CNDP

Graphique 3 : Profil des amortissements de la dette estimée à fin 2025

En milliards de FCFA



Source : CNDP

VI. HYPOTHÈSES MACROÉCONOMIQUES SUR LA PÉRIODE 2026-2030

14. Les données macroéconomiques et budgétaires indiquées dans les paragraphes ci-dessous tiennent compte de la crise au Moyen Orient et des évolutions récentes des cours des matières premières.
15. Sur la période 2026-2030, il est attendu une consolidation des performances économiques en lien avec la mise en œuvre du Plan National de Développement 2026-2030 à travers la poursuite des grands chantiers d'investissements public et privé. Le PIB réel est projeté à 6,7% en moyenne annuelle sur la période 2026-2030.
16. L'inflation serait contenue à 2,4% en moyenne par an grâce à la normalisation du niveau du cours du pétrole brut, à l'accroissement de l'offre des produits alimentaires, à l'amélioration des circuits de distribution et des voies de desserte agricoles, et à un meilleur approvisionnement des marchés.

Tableau 3 : Agrégats macroéconomiques pour la période 2026-2030

En milliards FCFA sauf indication contraire

	2026	2027	2028	2029	2030
Recettes publiques (Dons inclus)	10 623,7	12 120,4	13 596,3	15 243,3	16 978,0
Dépenses primaires	11 438,2	12 700,4	14 001,4	15 734,2	17 600,4
Dépenses totales	13 001,3	14 495,3	15 821,2	17 673,4	19 607,1
PIB nominal	62 340,4	67 790,4	73 698,0	80 761,6	87 685,1

Source : CNDP

17. Au niveau des échanges extérieurs, les projections sur la période 2026-2030 se caractérisent par une dégradation du compte des transactions courantes, en passant de 2,5% du PIB en 2026 à 3,7% du PIB en 2028, avant de ressortir à 0,3% en 2030. Le creusement du déficit en 2027 et 2028 est dû à l'augmentation du déficit des services, en lien avec les investissements dans les secteurs pétrolier et minier. Au niveau des biens, les exportations progresseraient de 3,6% en moyenne par an, soutenue par l'entrée en production de la phase 3 du champ pétrolier "Baleine" en 2029, ainsi que la hausse de la production d'or non monétaire. Quant aux importations, elles s'accroîtraient de 1,9% en moyenne sur la période. Elles se caractériseraient, notamment, par la progression des volumes achetés de biens intermédiaires et d'équipement nécessaires aux investissements publics et privés. Le solde des services connaîtrait une dégradation du déficit structurel, en liaison avec les paiements au titre du fret sur les importations de marchandises et des services techniques nécessaires à la mise en production des nouveaux champs pétroliers et miniers. Le compte financier se solderait par une entrée nette de capitaux étrangers du fait des flux entrant d'IDE et la poursuite de la mobilisation des ressources financières extérieures par l'administration publique. Le solde global ressortirait excédentaire sur la période.
18. Concernant les secteurs monétaire et financier, le stock des actifs extérieurs nets du pays devrait se consolider de 2025 à 2030, en rapport avec les soldes globaux positifs de la balance des paiements. Pour les créances sur l'économie, elles augmenteraient de 13% en moyenne par an, en lien avec les besoins de financement de l'économie.

19. Les recettes fiscales devraient enregistrer une hausse de 13,5% en moyenne sur la période 2026-2030, en lien avec la vision du Gouvernement orientée prioritairement vers l'amélioration continue de la mobilisation des recettes. Les recettes fiscales en pourcentage du PIB sont projetées à 16,1% en moyenne annuelle sur la même période.
20. Les dépenses totales en pourcentage du PIB sont projetées à 21,7% en moyenne annuelle sur la période 2026-2030, due à la prise en compte des besoins croissants de la population.
21. Le déficit budgétaire devrait s'afficher à 3,8% en 2026 en lien avec l'impact de la crise au Moyen-Orient, puis à 3,5% en 2027 et devrait se maintenir à 3,0% sur le reste de la période conformément à la norme communautaire de l'UEMOA.

VII.SOURCES DE FINANCEMENT ET CONDITIONS DE MARCHÉ

22. Ces dix dernières années, le Gouvernement ivoirien s'est investi dans la mobilisation d'instruments innovants dans le cadre de sa stratégie de financement, notamment au niveau intérieur avec la mise en place de plusieurs réformes visant à élargir la base des investisseurs au niveau domestique. Dans cette dynamique, la Côte d'Ivoire a réalisé une émission innovante d'un Eurobond libellé en FCFA d'un montant de 220 milliards de FCFA placé auprès des investisseurs internationaux. Cette émission, la première sur le continent, traduit le leadership de la Côte d'Ivoire en matière de mobilisation d'instruments innovants sur les marchés internationaux.
23. Sur le marché régional, l'Etat de Côte d'Ivoire a mobilisé 2 742,8 milliards de FCFA en 2024 et 3 582,7 milliards de FCFA en 2025, représentant 30,6 % de hausse. Cette performance traduit la capacité du marché régional à répondre aux attentes de l'Etat. Au titre de l'année 2026, l'Etat prévoit de mobiliser un montant total de 4 789,5 milliards de FCFA, dont 3 858,8 milliards de FCFA ont déjà été mobilisés à la date du 24 juin 2026. Cet objectif reflète une confiance dans la stratégie de financement de l'Etat et l'anticipation d'un environnement économique favorable.
24. Au niveau du marché financier international, la dynamique reste également positive et innovante. En effet, les opérations obligataires internationales récentes ont porté sur des maturités plus longues et des montants plus importants. De nombreuses opérations ont intégré différents éléments innovants, tels que des exercices de gestion de passifs, des opérations de couverture de change, ou des labélisations Environnement, Social et Gouvernance (ESG). Ces efforts permettent de diversifier la base des investisseurs tout en limitant les risques sur la soutenabilité des finances publiques.
25. La stratégie explore également des « instruments mixtes » de financement en tirant parti des partenariats avec des institutions multilatérales et bilatérales pour obtenir des financements semi-concessionnels.
26. La stratégie de financement de l'Etat de Côte d'Ivoire est axée sur une mobilisation régulière, diversifiée, efficace et responsable des ressources d'emprunt en privilégiant les sources de financement intérieures afin de bâtir un avenir prospère pour tous les citoyens.

VIII. DEMARCHE SUIVIE

27. La stratégie de financement retenue a été déterminée à l'aide de l'outil analytique de la SDMT sur la base des hypothèses d'encours de dette, du TOFE, des secteurs réel et extérieur, pour la période 2026-2030. Les résultats ont permis de déterminer les objectifs attendus en termes de coûts, de risques et de mix extérieur-intérieur. Compte tenu du dynamisme de mobilisation des ressources de l'Etat autant sur le marché régional et international, les besoins de financement devraient être comblés en moyenne par une répartition d'environ 30%-70% de ressources extérieures et intérieures sur la période 2026-2030 dans la même dynamique que la précédente stratégie SDMT 2025-2029.

IX. CIBLE DES INDICATEURS DE COÛTS ET RISQUES

28. La composition espérée du portefeuille de la dette publique à l'horizon 2030 est une répartition de 49%-51% entre la dette extérieure et la dette intérieure contre une répartition de 64%-36% en 2025.
29. Dans le but d'amoindrir la pression sur la trésorerie de l'Etat à travers l'amélioration de la maturité moyenne du portefeuille et la réduction de la part de la dette arrivant à échéance dans un an, les cibles stratégiques quantitatives suivantes sont visées :
- la maturité moyenne de la dette intérieure devrait augmenter à 5,0 ans en 2030 contre 4,1 ans en 2025 ;
 - la proportion de la dette intérieure arrivant à échéance dans un an devrait baisser à 15% en 2030 contre 31,9% en 2025.
30. La stratégie 2026-2030 vise essentiellement à contenir le risque de refinancement sur la dette intérieure.

X. STRATEGIE RETENUE

31. Les besoins de financement de l'Etat devraient être couverts en moyenne selon un rapport 30%-70% d'instruments de financement extérieur et intérieur sur la période 2026-2030. Les ressources extérieures seraient composées de financements (pour des emprunts projets ou programmes) concessionnels, semi-concessionnels, commerciaux et de financements sur les marchés internationaux respectivement à hauteur de 18%, 52%, 11% et 19% sur la période 2026-2030. Les ressources intérieures seraient mobilisées à travers des emprunts de court, moyen et long terme respectivement à hauteur de 10%, 50%, et 40% sur la même période.

Tableau 4 : Stratégie de financement 2026-2030

Années	2026	2027	2028	2029	2030	Moyenne
Source de financement extérieurs	38%	28%	28%	28%	29%	30%
<i>Concessionnelle</i>	20%	19%	18%	17%	17%	18%
<i>Semi-Concessionnelle</i>	46%	54%	54%	54%	54%	52%
<i>Commerciale</i>	9%	10%	11%	12%	12%	11%
<i>Marché financier international</i>	25%	17%	17%	17%	17%	19%
Source de financement intérieurs	62%	72%	72%	72%	71%	70%
<i>Marché à un an</i>	10%	10%	10%	10%	10%	10%
<i>Marché à moyen terme</i>	50%	50%	50%	50%	50%	50%
<i>Marché à long terme</i>	40%	40%	40%	40%	40%	40%

Source : CNDP

32. La SDMT 2026-2030 privilégie la dette intérieure par rapport à la dette extérieure. Cette dernière devrait être dominée par les financements libellés en euro et à taux fixe.
33. Cette stratégie a été confortée par une Analyse de Viabilité de la Dette (AVD) qui permet à l'Etat de Côte d'Ivoire de conserver son statut de risque de surendettement faible.
34. Le plan annuel de financement fournira plus de détails sur les intentions du Gouvernement.

XI. PLAN DE FINANCEMENT POUR L'EXERCICE BUDGÉTAIRE 2026

35. Le Plan Annuel de Financement (PAF) 2026, élaboré en cohérence avec la Stratégie de gestion de la Dette à Moyen Terme (SDMT) 2026-2030, précise les modalités opérationnelles de mise en œuvre de ladite stratégie au titre de l'exercice budgétaire 2026. Il met en évidence, d'une part, le besoin de financement de l'État et, d'autre part, les instruments mobilisés pour y répondre, en tenant compte de leurs caractéristiques en termes de coût et de risque, afin d'atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2030.
36. Par ailleurs, la mise en œuvre de cette stratégie repose sur une approche flexible. À ce titre, le Plan Annuel de Financement est appelé à s'ajuster en fonction de l'évolution de l'environnement économique et financier, de manière à assurer, en permanence, une couverture appropriée des besoins de financement de l'État.
37. Les besoins de financement de l'année 2026 sont estimés à 7 687,9 milliards de francs CFA. L'Etat prévoit les combler comme indiqué dans le tableau 5.

Tableau 5 : Plan annuel de financement 2026*En milliards FCFA sauf indication contraire*

Décaissement total	7 687,9	en %
Décaissements extérieurs	2 898,4	38%
Emprunts-projets	1407,2	19%
Emprunts-programmes	770,3	10%
Autres financements en devises	720,9	9%
Décaissements intérieurs	4 789,5	62%
Marché régional	4 789,5	62%

Source : CNDP

38. Le détail des adjudications à réaliser sur le marché régional fera l'objet d'un calendrier annuel des émissions publié par l'UMOA-Titres.

XII. RECOMMANDATIONS

39. Le succès de cette stratégie nécessite la mise en œuvre des recommandations suivantes :

- **développement du marché intérieur** : améliorer la liquidité des titres publics par :
 - le renforcement de la communication avec les investisseurs ;
 - la diversification de la base d'investisseurs, avec un accent particulier sur la participation des particuliers, des compagnies d'assurance et des fonds de pension ;
 - l'accroissement de la participation des investisseurs étrangers sur le marché régional ;
 - l'innovation des instruments de la mobilisation des ressources d'emprunts, notamment les euro-obligations en FCFA ;
- **promotion des titres publics** : encourager l'investissement dans les titres publics en facilitant l'accès des particuliers par des canaux de souscription digitalisés notamment les Mobiles Banking ;
- **recouvrement des ressources intérieures** : poursuivre les efforts pour optimiser le recouvrement des recettes budgétaires par la mise en œuvre de la Stratégie de Mobilisation des Recettes à Moyen Terme (SRMT 2024-2028) ;
- **dynamisme macroéconomique** : maintenir le dynamisme du cadre macroéconomique en vigueur par la poursuite des réformes prévues dans le Plan National de Développement (PND 2026-2030).